

PREFECTURE DE VAUCLUSE

Notice descriptive d'accessibilité des personnes handicapées et à mobilité réduite aux

Service de l'État en Vaucluse Direction Départementale des Territoires de Vaucluse SVLH/HPQC/Sous-commission départementale d'accessibilité (SCDA) ERP/IOP 84089 AVIGNON cedex 09 Mail : ddt-accessibilite@vaucluse.gouv.fr	Cadre réservé à l'Administration
	N° d'AT :
	Date de réception :

établissements et installation ouvertes au public (ERP et IOP) prévue par les articles D 111-19-18 et R 111-19-19 du code de la construction et de l'habitation

1 - RAPPELS

Réglementation

- Loi n° 2005-102 du 11 février 2005,
- Ordonnance 2014-1090 du 26 septembre 2014,
- Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 modifié par le décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007 et par les décrets n° 2014-1326 et n° 2014-1327 du 05 novembre 2014,
- Décret n° 2014-337 du 14 mars 2014 sur les logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière - Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables,
- Arrêtés du 1er août 2006 (ERP/IOP neufs), du 8 décembre 2014 (ERP/IOP existants) et circulaire du 30 novembre 2007 (ERP/IOP neufs) -arrêté du 1er août 2016 abrogé (opérations de construction déposées jusqu'au 30/06/2017),
 - Arrêté du 15 décembre 2014 fixant les modèles des formulaires des demandes d'autorisation et d'approbation prévues aux articles L. 111-7-5, L. 111-8 et L. 122-1 du code de la construction et de l'habitation
 - **Arrêté du 8 décembre 2014** fixant les dispositions prises pour l'application des articles R.111-19-7 à R.111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public, situés dans **un cadre bâti existant** et des installations existantes ouvertes au public (version consolidée au 30 août 2017).
 - **Arrêté du 20 avril 2017** relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur **construction** et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement (opérations de construction déposées à partir du 1er juillet 2017).

L'obligation concernant les ERP et IOP

Les exigences d'accessibilité des ERP et IOP sont définies par les articles R 111-19 à R 111-19-12 du code de la construction et de l'habitation. L'article R 111-19-1 précise :

« Les établissements recevant du public définis à l'article R.123-2 et les installations ouvertes au public doivent être accessibles aux personnes handicapées quel que soit leur handicap ». « L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements ».

Définition de l'accessibilité

L'accessibilité est une obligation de résultat, il s'agit d'assurer l'usage normal de toutes les fonctions de l'établissement ou de l'installation. L'article R.111-19-2 précise :

« Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment ou aménagement permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente ».

Renseignements utiles

Toutes précisions concernant cette notice peuvent être demandées auprès de :

- **Service de la mairie où est implanté l'établissement**

- Service instructeur de la structure intercommunale compétente (Communauté de commune ou Communauté d'Agglomération).

2 - OBLIGATIONS DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Pour les dossiers soumis a permis de construire, le demandeur doit faire établir une attestation à l'issue de l'achèvement des travaux. L'attestation est établie par un contrôleur technique titulaire d'un agrément l'habilitant à intervenir sur les bâtiments ou par un architecte de l'article 2 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, qui ne peut pas être celui qui a conçu le projet, établit les plans et la demande de permis de construire.

Le maître d'ouvrage adresse l'attestation à l'autorité qui a délivré le permis de construire et au maire dans un délai maximal de trente jours à compter de la date de l'achèvement des travaux. Cette attestation est jointe à la déclaration d'achèvement prévue par l'article R.462-1 du code de l'urbanisme.

Est puni d'une amende prévue pour les contraventions de la 5ème classe, le fait pour une personne ne remplissant pas les conditions prévues au 1er alinéa de l'article R.111-19-27, d'établir une attestation. Est puni de la même peine, le fait de faire usage d'une attestation établie par une personne ne remplissant pas les conditions définies au 1er alinéa de l'article R.111-19-27. La juridiction peut prononcer la peine d'affichage de la décision et de diffusion de celle-ci dans les conditions prévues par l'article 131-35 du code pénal. En cas de récidive, le maximum de la peine encourue est majoré dans les conditions définies par les articles 132-11 et 132-15 du code pénal.

Au stade du permis de construire ou d'autorisation de travaux le maître d'ouvrage prend l'engagement de respecter les règles de construction.

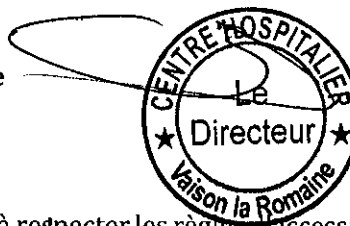
Il doit fournir tous les éléments connus à ce stade du projet, et décrits ci-après, permettant une première vérification de la prise en compte des règles d'accessibilité facilitant l'**Avis OBLIGATOIRE** de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (CCDSA).

Maître d'ouvrage : CH VAISON

Je soussigné, M. Blaise CHAMARET, Directeur, **Maître d'ouvrage**, m'engage à respecter les règles d'accessibilité aux personnes handicapées sur le projet défini ci-avant.

Date : 29/4/25.....

signature



Maître d'œuvre : SARL OPUS ARCHITECTURE

Je soussigné, M. Pierre ISSANJOU, **Maître d'œuvre**, m'engage à respecter les règles d'accessibilité aux personnes handicapées sur le projet défini ci-avant

Date : 29/04/25.....

signature

En fin de travaux l'engagement pris par le maître d'ouvrage de respecter les règles de construction sera confirmé par la fourniture d'une **ATTESTATION DE PRISE EN COMPTE DES REGLES D'ACCESSIBILITE** telle que définie par l'article R.111-19-27 du code de la construction et de l'habitation

4 - EXIGENCES GÉNÉRALES D'ACCESSIBILITÉ

Le projet doit intégrer l'accessibilité à tous les types de handicap sensoriels : déficient moteur (usager en fauteuil roulant, personne à mobilité réduite), déficient visuel (personne aveugle, malvoyante), déficient auditif (personne sourde et malentendante) et déficient intellectuel (déficience mentale). C'est ainsi que seront notamment pris en compte :

- ☐ **pour la déficience visuelle** : des exigences en termes de guidage, de repérage et de qualité de l'éclairage ;
- ☐ **pour la déficience auditive** : des exigences en termes de communication, de qualité sonore et de signalisation adaptée ;
- ☐ **pour la déficience intellectuelle** : des exigences en termes de repérage et de qualité de l'éclairage ;
- ☐ **pour la déficience motrice** : des exigences spatiales, de stationnement et de circulation adaptés, de cheminement extérieur et intérieur, de qualité d'usage des portes et des équipements.

A titre d'information : la dimension d'encombrement d'un fauteuil roulant occupé est de 0,75 m x 1,25 m.



Avvertissement : cette notice a été élaborée pour vous aider à respecter les dispositions du décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007. D'autres types de notices peuvent être utilisées, mais les éléments de détails prévus par ce décret devront impérativement y figurer. Par

ailleurs, ce document a pour principal objectif de décrire comment votre projet répond aux obligations réglementaires. Les cases prévues à cet effet doivent être remplies le plus exhaustivement possible en tenant compte de l'avancement des réflexions au moment du dépôt du dossier. Les dispositions non encore définitives pourront faire l'objet d'ajustements mais il convient d'indiquer toutefois qu'elles seront prises en compte ultérieurement.

Indiquer en plus des informations réglementaires inscrites sur la notice d'accessibilité, si l'établissement a un fonctionnement particulier qui lui est spécifique.

5 - DEMANDE DE DEROGATION POUR UN BATIMENT EXISTANT

Important : Formuler si nécessaire une demande de dérogation (art R.111-19-6 et R.111-19.10 du CCH)

Le Préfet peut accorder, après consultation de la SCDA, des dérogations aux règles d'accessibilité qui ne peuvent être respectées **uniquement pour les motifs suivants :**

- d'une impossibilité technique résultant de l'environnement du bâtiment (R.111-19-10 alinéa 1),
- du fait de contraintes liées à la conservation du patrimoine architectural (R.111-19-10 alinéa 2), - en cas de disproportion manifeste entre les améliorations et leur coût (R.111-19-10 alinéa 3), - en cas de refus de l'assemblée générale d'une copropriété d'habitation (R.111-19-10 alinéa 4).

La demande de dérogation dûment motivée, soumise à la procédure ou aux modalités prévues aux articles R.111-19-23 ou R.111-19-25 **est jointe à cette notice** (formulaire page 20). Cette demande indique les règles auxquelles le demandeur souhaite déroger, les éléments du projet auxquels elles s'appliquent et les justifications de chaque demande (art.4 de l'arrêté du 11 septembre 2007). Si l'établissement **rempli une mission de service public**, elle indique, en outre, les mesures de substitutions proposées (art. R.111-19-10b du CCH).

En application de l'article R.111-19-23 du Code de la Construction et de l'Habitation, à défaut de réponse du préfet dans le délai **de trois mois et 2 semaines** à compter de la date à laquelle il a reçu la demande, la dérogation demandée est réputée accordée lorsqu'elle concerne les établissements de 3^{ème}, 4^{ème} et 5^{ème} catégorie et elle est réputée refusée lorsqu'elle concerne les établissements de 1^{ère} et 2^{ème} catégories.

PRINCIPALES DISPOSITIONS TECHNIQUES CONCERNANT LE PRÉSENT PROJET

RENSEIGNEMENT CONCERNANT LE DEMANDEUR ET L'ÉTABLISSEMENT

1 - DEMANDEUR (bénéficiaire de l'autorisation)

CENTRE HOSPITALIER ET EHPAD DE VAISON LA ROMAINE

Nom, prénoms : M. Blaise CHAMARET

Adresse : 18 Grande Rue

Code Postal : 84110 VAISON LA ROMAINE

Mail pour la durée de l'instruction : b.chamaret@ch-vaion.fr

2 - ETABLISSEMENT

CENTRE HOSPITALIER DE VAISON LA ROMAINE

Nom de l'établissement : CENTRE HOSPITALIER

BATIMENT : existant oui ☒

COQUE VIDE oui ☐ non ☒

ZONE OUVERTES OU NON AU PUBLIC (à différencier sur les plans)

ACTIVITÉ avant travaux : HOPITAL **Après travaux :** HOPITAL

IDENTITÉ du futur exploitant : INCHANGE

Profession libérale : non ☒

TYPE (S) et CATÉGORIE de l'établissement (selon R.143-19 du CCH) : Type U de la 3^{ème} catégorie

Référence cadastrale :

Adresse : 18 Grande Rue

Code Postal : 84110 VAISON LA ROMAINE

3 - MISE EN CONFORMITÉ

Ce dossier s'intègre-t-il à un AD' AP approuvé oui ☐ non ☒

RENSEIGNEMENTS NÉCESSAIRES À LA BONNE COMPRÉHENSION DU DOSSIER

Descriptif général des travaux envisagés

Descriptif synthétique du projet ou des travaux :

Le projet consiste à :

A. Créer des bureaux et un accueil-hôpital de jour

Les locaux seront situés à l'extrémité du service de Médecine sous le porche qui communique avec le SMR au RDC haut. Il s'agit d'une création en sous-face de la dalle du R+1.

- Un bureau de 13.60m² non accessible au public
- Une circulation entre le bureau et l'accueil de jour de 7,5m²
 - o Elle se situe dans le prolongement de la circulation qui sort du service de médecine
- Un WC PMR dans l'hôpital de jour
- Un hôpital, accueil de jour de 64,20m²

L'accueil de jour pourra recevoir 8 personnes en plus au titre du public.

La porte de la circulation existante sera conservée afin d'assurer un filtrage du public via une commande de type digicode.

Elle sera asservie au SSI. Elle s'ouvrira via des vérins commandés par la détection incendie, afin de restituer le passage en cas d'évacuation.

B. Modifier des chambres, le salon des familles et un local de rangement afin d'ajouter 2 lits de médecine supplémentaires

La chambre N° 12 et le vidoir lavage bassins, sont redistribuées

L'office de soins et la chambre 007 sont redistribués

Dans cette action, le salon des familles actuel devient la Chambre N°26

Le local de stockage situé face à l'ancien salon des familles, devient le nouveau salon des familles.

Le local de rangement stockage est transféré à l'extrémité de l'ancien office de soin.

Il jouxte la chambre N°007 qui est agrandie et passe à deux lits. (Soit +1 lit)

La chambre N°12 passe de 15.90m² à 21.45m² pour accueillir 2 lits (soit +1lit) – en supprimant le vidoir lave bassins

La chambre N°1 passe de 1 lit à deux lits sans modification structurelle.

Art. 1 – Les solutions d'effet d'équivalent (depuis mars 2014), *indiquer :*

La solution d'effet d'équivalent est une alternative technique, technologique ou architecturale qui rend le service ou l'usage prévu par la réglementation (la SEEQ c'est l'autorisation de faire autrement tout en respectant les objectifs réglementaires)

- Les éléments permettant de vérifier que cette solution satisfait aux objectifs d'accessibilité.

L'établissement donne de plain-pied directement sur l'extérieur.

Art. 2 Cheminements extérieurs, indiquer :

Concerné : oui ☐ non ☐

- La largeur du cheminement
- Les valeurs de pentes
- Le dévers
- Les paliers de repos en haut et en bas de chaque plan incliné
- Les espaces de manœuvre avec possibilité de demi-tour
- Les repérages et les guidages
- La hauteur sous obstacle, le repérage, le vide sous escalier, l'éveil de vigilance en haut des escaliers
- Les trous et fentes
- La qualité d'éclairage
- Si croisement véhicules, piétons
- Si mise en place d'une bande d'éveil à la vigilance et signalisation
- Si les portes et parois vitrées importantes sont repérables par des personnes malvoyantes de toutes tailles

L'hôpital est déjà accessible depuis l'extérieur. Une place de stationnement PMR existe à proximité.

L'accès se fait de manière autonome à l'espace ouvert au public.

La largeur passage libre est supérieure 0,90.

Il est complété par une porte automatique coulissante.

Il n'y a pas de ressaut entre l'intérieur et l'extérieur. L'effort nécessaire pour ouvrir la porte est inférieur ou égal à 50 N.

Les parois vitrées sont remarquées par des éléments de contraste (bandes situées entre 1,10 m et 1,60 m).

Art. 3 – Stationnement, indiquer :

Concerné : oui ☒ non ☐

- La largeur, la longueur, la surlongueur du stationnement (si place PMR nouvellement créée ou modifiée)
- La signalisation verticale et le marquage au sol
- Le cheminement
- Les valeurs d'éclairement
- Le contrôle d'accès
- Le nombre de places totales
- Le nombre de places adaptées

INCHANGE DANS LE CADRE DU PROJET

Art. 4 Accès aux bâtiments, indiquer :

- Le cheminement
- La hauteur à franchir
- La signalétique ☐ Si ressaut
- **Si l'établissement donne sur le domaine public** et qu'il est non accessible aux usagers en fauteuil roulant, une demande d'autorisation est à adresser à la mairie de la commune de l'ERP, pour positionnement d'une rampe
- Le système d'ouverture de portes

INCHANGE DANS LE CADRE DU PROJET.

Art. 5 – Accueil du public, indiquer :

Concerné : oui ☒ non ☐

- La signalétique
- Les dimensions des mobiliers adaptés
- Si l'accueil est sonorisé ☐ Les valeurs d'éclairement

INCHANGE DANS LE CADRE DU PROJET

Seul l'accueil de jour est créé et accueille du public.

8 postes de travail sont mis en place avec tables et fauteuils. Les PMR auront accès à ces lieux.

Les valeurs d'éclairement sont de 200lux

Une partie au moins de l'équipement présente les caractéristiques suivantes : Une hauteur maximale de 0,80 m, un vide en partie inférieure d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de largeur et 0,70 m de hauteur permettant le passage des pieds et des genoux d'une personne en fauteuil roulant.

Des personnels d'accompagnement sont présents aux heures d'ouverture.

Art. 6 – Circulations intérieures horizontales, indiquer :

Concerné : oui ☒ non ☐

- Comment les personnes handicapées accèdent à l'ensemble des locaux ouverts au public et en ressortent de manière autonome
- La signalétique
- Le guidage
- La largeur des couloirs
- Le passage libre sous les obstacles
- Les circulations entre le mobilier
- Les espaces de manœuvre avec possibilité de demi-tour
- Les valeurs d'éclairement

Les circulations intérieures horizontales sont accessibles et sans danger pour les personnes handicapées. Les principaux éléments structurants du cheminement sont repérables par les personnes ayant une déficience visuelle. Les personnes handicapées peuvent accéder à l'hôpital de jour, ouvert au public et en ressortir de manière autonome.

Un ascenseur est disponible à proximité au SMR.

L'accès depuis la voie publique est possible en fauteuil.

- Caractéristiques minimales : Les circulations intérieures horizontales répondent à l'aménagement d'espaces de manœuvre avec possibilité de demi-tour ainsi que les espaces de manœuvre de porte pour une personne circulant en fauteuil roulant, le repérage et le guidage ;

La largeur de circulation entre les éléments de mobilier est de 1,40 au minimum (et 1,20 m sur un passage particulier).

Les murs et sols sont contrastés et les interrupteurs ont également des couleurs différentes de leur support.

Les parties vitrées sont remarquées par des éléments de contraste (bandes situées entre 1,10 m et 1,60 m).

L'éclairage prévu est de

- 200 lux au poste d'accueil
- 100 lux pour les circulations horizontales

Les chambres sont traitées comme l'ensemble des chambres de l'hôpital pour accueillir toutes les personnes qui nécessitent des soins

Les cheminements seront prolongés depuis l'existant dans la partie extension

Art. 7 Circulations verticales, indiquer :

☐ **Escaliers (art. 7-1 du CCH)**

Comment sera réalisé,

- Le contraste visuel et tactile en haut des escaliers
- L'éveil à la vigilance en haut des escaliers (BEV)
- La largeur des escaliers
- Les mains courantes (largeur et longueur)
- La hauteur de marches
- La qualité d'éclairage

Sans objet

☒ **Ascenseur (art. 7-2 du CCH), indiquer :**

Les dimensions intérieures

- La largeur de la porte d'accès
- La hauteur des commandes
- Les boutons extérieurs et intérieurs contrastés et sans effleurement
- Les valeurs d'éclairage

L'ascenseur existant du SMR à quelques mètres de l'accueil de jour sera utilisable pour les PSH. Ascenseur conforme

☐ **Elévateurs (art. 7-2 du CCH §4), indiquer :** Les contraintes amenant à proposer un élévateur plutôt qu'un ascenseur sont à expliquer : PPRI, à l'intérieur d'un établissement situé dans un cadre bâti... ☒ Le choix du matériel

- Les dimensions
- Les commandes
- Joindre si possible de la documentation technique

Sans objet

Art. 8 – Tapis roulants, escaliers et plans inclinés mécaniques, indiquer :

Concerné : oui ☐ non ☒

- Le cheminement
- La signalisation
- Le contraste des couleurs
- Le type d'appareil
- Par quel moyen est réalisé l'éveil à la vigilance
- Le dispositif d'éclairage

Art. 9 Nature et couleur des matériaux de revêtements et qualité acoustique, indiquer :

- La nature et la couleur des matériaux
- La nature des revêtements de sols, des murs, des plafonds ☐ Si tapis

Les matériaux des murs et plafonds sont choisis afin d'être conformes aux normes en vigueur. Le sol est prévu conservé sol souple
Ils viseront une performance en termes d'isolement acoustique et d'absorption des sons telle que l'aire d'absorption des revêtements et éléments absorbants > 25 % de la surface au sol de ce local. (Plafond acoustique)

Art. 10 – Portes, portiques et sas, indiquer :

Si les portes sont en grande partie vitrées

- Le repérage, les contrastes
- Les dimensions des portes (largeur)
- Existe-il un ferme-porte ?
- Si sas
- Les espaces de manœuvre de porte en tirant ou en poussant (Plan zoom au 1/50^{ème})

Accès accueil de jour

Les portes bénéficieront d'un contraste visuel :

- Soit par nature entre le cadre métallique et les parties vitrées
- Soit par un balisage complémentaire de type sticker granité

Les portes dotées de ferme-portes seront réglées afin de répondre aux dispositions de forces exercées inférieures à 50 newtons.

Les poignées seront facilement préhensibles et manœuvrables.

La largeur du passage est supérieure à 0,90 m de large au moins. Les parois vitrées sont remarquées par des éléments de contraste. (Bandes situées entre 1,10 m et 1,60 m).

Un espace de manœuvre est prévu suivant le sens d'ouverture des portes :

Dans l'hôpital de jour, un espace de manœuvre est aménagé (dia 150 cm).

Les chambres sont travaillées pour l'accueil de tous y compris les lits médicalisés

Art. 11 - Locaux ouverts au public, équipements et dispositifs de commande, indiquer :

- La description des appareils
- Les dispositifs d'information
- Les espaces d'usage
- La signalétique
- La hauteur des équipements
- Les dispositifs de commandes
- Les dispositifs d'ouverture de portes
- Les mobiliers adaptés
- Les équipements contrastés par rapport à l'environnement

L'accueil se fait en présence de personnel soignant qui accompagne les PSH.

Il est prévu une signalétique adaptée au droit des portes d'accès des locaux qui sera contrastée et adaptée.

Le vide minimum au droit du plan de travail sera de 30 cm avec une hauteur maximum du plan, comprise entre 70 et 80 cm de hauteur.

Art. 12 Sanitaires ouverts au public, indiquer

- Si sanitaire prévu pour le public (il n'y a pas de caractère obligatoire en accessibilité) obligation d'un cabinet d'aisance adapté et d'un lavabo accessible (*Plan zoom au 1/50^{ème}*) ; *cette disposition ne s'applique pas aux hôtels ne proposant que le service de restauration du petit déjeuner.*
- Le cheminement (largeur, longueur, palier de repos)
- La dimension de la porte
- Si cabinets d'aisances séparés par sexe
- Si le lavabo/lave-main est accessible (giration à l'intérieur ou à l'extérieur pour les usagers en fauteuil roulant)
- Si la robinetterie est accessible (pour les usagers en fauteuil roulant)
- Les équipements sont-ils à la bonne hauteur d'accessibilité (ferme-porte, barre d'appui...)
- Si l'espace de manœuvre se situe en dehors du débatement de porte
- L'espace d'usage
- La giration à l'intérieur ou à l'extérieur
- Le mobilier adapté
- La signalétique

Un sanitaire accessible aux PMR sera créé dans l'accueil de jour.
Il sera conforme aux dispositions de largeur, lave main, robinetterie, espace d'usage et giration, appuis, signalétique, mobilier adapté.

Art.13 – Sorties, indiquer :

- La sortie est-elle repérable ☒ La signalisation
- L'information lisible et contrastée
- La hauteur d'écriture

La sortie est facilement identifiable depuis tout point des locaux accessibles au public.
L'éclairage sera assuré conformément aux exigences réglementaires selon les lieux.

Art.14 – Eclairage, indiquer :

Concerné : oui ☒ non ☐

- Les valeurs d'éclairage des cheminements intérieurs
- Les valeurs d'éclairage des cheminements extérieurs
- Les valeurs d'éclairage si escaliers ☒ Si le système d'éclairage est temporisé ***Quelques rappels réglementaires :***
- Pour les circulations intérieures et extérieures : pour les points lumineux pas d'éblouissement direct des usagers en position debout comme assise ou de reflet sur la signalétique
- Les cheminements extérieurs accessibles, les parcs de stationnement extérieurs, la circulation piétonne (20 lux)
- Au droit des postes d'accueil ou des mobiliers en faisant office (200 lux)
- Pour les circulations intérieures horizontales (100 lux)
- Pour chaque escalier et équipement mobile (150 lux)
- Pour le système d'éclairage temporisé : extinction progressive

Existant non modifié.

Les cheminements extérieurs accessibles sont sur voie publique

Au droit des postes d'accueil ou des mobiliers en faisant office (200 lux)

Pour les circulations intérieures horizontales (100 lux)

Art. 15 – Dispositions spécifiques à certains types d'établissements, indiquer :

- L'établissement dispose-t-il :
- De locaux accueillant du public assis (cf. art. 16) oui
- De cabines ou d'espaces à usage individuel (cf. art. 18) non
- De caisses de paiement, de dispositifs ou d'équipements disposés en batterie ou série (cf. art. 19) non

Les tables fauteuils, chaises seront rendus utilisables pour tout type de handicap.

Art. 16 Établissement ou installation recevant du public assis, indiquer :

- Le nombre de places adaptées
- Le nombre de places non adaptées
- Le cheminement (largeur des allées...)
- L'espace de manœuvre se situe-t-il en dehors du débatement de portes ?
- Le palier de repos
- L'espace d'usage
- La possibilité de demi-tour
- L'accès au mobilier adapté
- Le mobilier (de préférence pas de tables à pied «tulipes»)
- Si gradins et emmarchements ☐ Les valeurs d'éclairage

Les tables fauteuils, chaises seront rendus utilisables pour tout type de handicap.

Art. 17 – Établissement disposant de locaux d'hébergement, indiquer :

Hébergements d'hospitalisation
Chambres adaptées aux personnes en soins

Art. 18 Établissement ou installation comportant des cabines d'essayage, d'habillage, des douches, indiquer :

Sans objet
Les douches créées ou modifiées dans les chambres seront conformes aux besoins handicap et hospitalisation

Art. 19 – Établissement comportant des caisses de paiement ou des dispositifs ou des équipements disposées en batterie ou en série, indiquer :

- Le cheminement qui est accessible pour se rendre à la caisse adaptée
- La signalisation

Sans objet

Art. 20 – Dans les lieux publics collectifs, le sous-titrage en français est activé sur les téléviseurs si ceux-ci disposent de cette formalité

Sans objet

Registre public d'accessibilité

- Préciser les actions de formations prévues pour le personnel, pour l'accueil des personnes handicapées
Un rappel réglementaire : arrêté ministériel du 19/04/2017

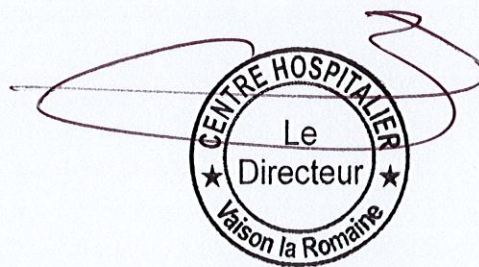
Ce registre a pour objectif d'informer le public du degré d'accessibilité de l'établissement et de ses prestations

Le registre public d'accessibilité est existant non modifié

Date et signature du demandeur

(obligatoires)

28/4/25



DEMANDE ÉVENTUELLE DE DÉROGATION
(une dérogation par règle à déroger)

Mise en garde :

L'octroi d'une dérogation ne dispense pas le demandeur de respecter l'ensemble des règles non dérogé.

Règle à déroger

SO

Éléments du projet auxquels s'appliquent cette demande de dérogation

Justifications de la demande

Mesures alternatives prévues ou proposées

Si mission de service public, mesures de substitution proposées

Date et signature du demandeur

(obligatoires)